

Derrière la montée de l'extrême-droite

jeudi 25 avril 2019, par [BELLO Walden](#) (Date de rédaction antérieure : 22 avril 2019).

La montée rapide de l'extrême droite dans les démocraties du Nord au cours de la dernière décennie a été l'un des deux plus grands chocs politiques de la dernière génération, l'autre étant l'effondrement des gouvernements d'Europe orientale et de l'Union soviétique deux décennies plus tôt. En seulement huit ans, 2010-2018, le monde a vu l'extrême droite passer de l'extérieur des couloirs du pouvoir au centre du pouvoir lui-même. Il y a bien sûr Donald Trump, mais avant sa victoire électorale en novembre 2016, Viktor Orban avait accédé au pouvoir en Hongrie en 2010. Depuis, Alternative für Deutschland a remporté 94 sièges sur 630 au Bundestag allemand lors des élections de septembre 2017, et en Italie, la Ligue du Nord anti-immigrés est arrivée au pouvoir en alliance avec le Mouvement des cinq étoiles à la suite des élections de mars 2018. Comment en est-on arrivés là ?

L'échec de la gauche

À partir des années 1990, la gauche dans le nord global a pris son envol. Le mouvement antimondialisation a été déclenché par deux événements. L'une d'entre elles était la volonté des sociétés transnationales de délocaliser leurs installations au Mexique et en Asie de l'Est afin de tirer parti d'une main-d'œuvre bon marché, une tendance qui s'est accélérée avec l'intégration de la Chine dans l'économie capitaliste mondiale dans les années 1980, et dont le but était d'émasculer le travail, à déréglementer et dénationaliser les économies américaine et britannique au début des années 1980. Plus tard, la lutte s'est internationalisée avec les manifestations de Seattle (décembre 1999) et de Gênes (juillet 2001). Avec l'éclatement de la crise financière mondiale en 2008, le mouvement altermondialiste est réapparu en force dans le Nord sous le nom de Mouvement Occupy, dans l'arrivée au pouvoir de Syriza en Grèce et la montée de Podemos en Espagne.

La capacité de la gauche à faire partie de l'agenda anti-mondialisation a toutefois été sérieusement compromise par le fait que, depuis les années 1990, la gauche institutionnelle aux États-Unis et en Europe a adhéré à l'agenda néolibéral. Ainsi, aux États-Unis, c'est sous l'autorité de l'administration démocrate que l'ALENA et l'OMC ont vu le jour et que la loi Glass Steagall de la New Deal, qui séparait les banques commerciales de la banque d'investissement, était abrogée. Plus tard, au lendemain de la crise financière de 2008, la présidence démocrate d'Obama a donné la priorité à la sauvegarde des banques au lieu de soulager des millions de propriétaires en faillite, puis, il a promu le Partenariat transpacifique qui signifiait la poursuite de l'exportation de les emplois vers la Chine. Au Royaume-Uni, New Labour a plaidé en faveur de la « troisième voie », dont l'un des éléments clés était le soutien à une libéralisation financière poussée. En Allemagne, les sociaux-démocrates (SPD) sous la direction de Gerhard Schröder ont fait ce que les démocrates-chrétiens de centre-droit n'auraient jamais pu accomplir : ils ont poussé les « réformes » néolibérales qui ont assoupli les protections salariales, salariales et sociales des travailleurs. Les socialistes français, pour leur part, sont devenus les partisans les plus enthousiastes de l'euro, dont l'adoption obligeait les pays à maintenir des politiques budgétaires strictes et non expansionnistes qui plaidaient contre les dépenses sociales. Après avoir adopté l'agenda néolibéral, les partis ouvriers établis ou les grands partis de gauche sont devenus les défenseurs de la mondialisation.

Comment la droite a exproprié l'agenda anti-mondialisation

Entretiens, l'extrême droite se détachait de l'agenda néolibéral qu'elle avait soutenu auparavant avec le centre-droite. Aux États-Unis, Donald Trump a rompu avec le Parti républicain et les grandes entreprises lorsqu'il s'est opposé au Partenariat transpacifique.

Soucieux de pénétrer dans la classe ouvrière, les partis de droite en Europe ont peu à peu abandonné l'accent mis sur les préoccupations anti-impôt, anti-gouvernement et sur le marché libre de leur base petite-bourgeoise originelle et ont adopté de manière opportuniste un programme anti-néolibéral. Voler la base ouvrière de gauche en opposant des éléments du programme néolibéral et en défendant l'État-providence devenait le passeport de l'extrême droite vers le pouvoir. Au Danemark, le Parti populaire a rompu avec la politique anti-fiscale et est devenu un défenseur du secteur public généreux à condition que ses avantages soient limités aux Danois « pure laine ». Le Parti du progrès en Norvège a emboîté le pas, tout comme le Parti de la liberté en Autriche. Outre le rétablissement de la croissance économique et de la stabilité, Orbán dénonçait « les multinationales étrangères qui ont acheté à moindre coût des actifs nationaux lors des privatisations des années 90, rétablissant le contrôle majoritaire du secteur bancaire par la Hongrie, imposer des mesures d'austérité orthodoxes ».

Depuis ses débuts, l'Union européenne souffre d'un déficit démocratique. Il y a un Parlement européen, mais c'est une innovation tardive, et son pouvoir n'est que l'ombre de celle de la technocratie non élue qui gère la machine économique de l'UE à partir de Bruxelles. Pour la droite européenne, la dénonciation de ce déficit démocratique a été l'un des instruments permettant de détourner la base populaire. L'extrême droite a su, se présenter comme le champion de la souveraineté nationale contre « l'empiétement supranational », la « démocratie » contre la technocratie. Cette appropriation a été spectaculaire en France, lorsque Marine Le Pen a pris la défense des résultats du référendum organisé par le gouvernement grec de gauche Syriza,

Mélange explosif

Manœuvrer la gauche en détournant sa critique du néolibéralisme et de la mondialisation et en dénonçant le déficit démocratique de l'Union européenne ont été deux éléments clés de la suprématie de la droite. Ce qui rend la chose toxique, cependant, est le mélange de ces thèmes avec le racisme et le nativisme, qui sont alimentés par les craintes primordiales que les Blancs ou les personnes de souche européenne soient en danger d'être dépassés en nombre par les migrants non blancs. Dans les années 1930, le national-socialisme a été pris son envol sur des bases similaires. Aujourd'hui, le message de l'extrême droite n'est pas différent : « Oui, un État-providence, mais seulement pour les Blancs ou les citoyens européens. » Aux États-Unis, le récit du Tea Party dit que les élites libérales de Washington ont renfloué les banques aux dépens de la population, envoyant des emplois à l'étranger et détruisant les communautés, tout en permettant à un grand nombre d'immigrés de prendre des emplois ou de réduire leurs salaires.

Six thèses sur la montée de l'extrême-droite

1. Les mouvements d'extrême droite peuvent être compris comme des « contre-révolutions » et que le meilleur paradigme est celui de la « dialectique de la révolution et de la contre-révolution ». À cet égard, deux types de contre-révolution émergent. L'une est la contre-révolution dirigée par les classes menacées par un défi révolutionnaire venant d'en bas, comme cela a été le cas pour l'Italie fasciste au début des années 1920, en Indonésie dans les années 1960, au Chili dans les années 1970, par exemple. Il y a ensuite la contre-révolution qui vise principalement à renverser un ordre démocratique libéral, laïque et pluraliste. C'est une contre-révolution « totale » qui a des objectifs de transformation aux niveaux idéologique,

culturel, politique, social et économique.

2. Quand la classe moyenne sent que son statut et ses intérêts économiques sont contestés par les classes inférieures des insurgés, elle peut devenir la base de masse de la contre-révolution, en s'alliant avec les élites pour former une formidable force politique.
3. Lorsque l'État est faible, manque de légitimité ou tarde à prendre des mesures en raison de considérations constitutionnelles, les élites menacées ont recours à des groupes paramilitaires fascistes pour protéger ou défendre leurs intérêts. Par rapport à ces. D'autre part, là où l'État (en particulier les agences répressives) est fort, il dirige généralement la dernière étape de la contre-révolution - c'est-à-dire l'élimination physique de l'ennemi de gauche - d'en haut, en utilisant des groupes civils principalement comme partenaires juniors.
4. La force et la violence sont souvent la stratégie privilégiée par les contre-révolutionnaires, même lorsque leur camp suit une stratégie de réforme progressive. L'intensité de la violence peut toutefois dépendre d'un certain nombre de facteurs, dont le plus important semble être la mesure dans laquelle la menace existentielle posée par la gauche est ressentie immédiatement par la droite.
5. Dans certains cas, l'extrême droite arrive au pouvoir par le biais d'élections. En d'autres termes, la démocratie peut être un catalyseur de l'autoritarisme. Une fois au pouvoir, l'extrême droite démantèle de nombreuses institutions de la démocratie libérale et modifie le régime électoral pour s'installer définitivement au pouvoir.
6. Les mouvements contre-révolutionnaires ciblent certains groupes en tant que perturbateurs de l'ordre ou corrupteurs de la pureté sociale, les favoris étant les minorités dans le cas de la contre-révolution majoritaire et les dans celui de la contre-révolution basée sur la classe. Dans certains cas, le groupe ciblé est déconstruit comme une vermine dépouillée de toute humanité méritant d'être éliminés.

Walden Bello

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Plateforme Altermondialiste

<http://alter.quebec/derriere-la-montee-de-lextreme-droite/>